

La Tunisie s'apprête à la révision voire l'annulation de l'accord commercial avec la Turquie



Par [Mohamed Ben Abderrazek](#) | 20 Août 2021 à 18:31

Les autorités tunisiennes envisagent la demande d'une révision urgente de l'accord commercial avec la Turquie afin de réduire le déficit commercial galopant avec ce pays, ont déclaré à l'Agence de presse Reuters, aujourd'hui vendredi 20 août 2021 deux responsables du ministère du Commerce.

Nabil Arfaoui, directeur de la coopération avec l'Europe au ministère du Commerce, a assuré à l'agence que les négociations avec la Turquie seraient ouvertes à la modification de l'accord, voire à son annulation.

Le déficit commercial est l'un des principaux problèmes auxquels la Tunisie est confrontée alors qu'elle fait face à une crise économique sans précédent, précise Reuters. Celui-ci a augmenté à fin juillet 2021 pour atteindre 8,7 milliards de dinars (3,09 milliards de dollars), contre 7,5 milliards de dinars au cours de la même période en 2020, a annoncé cette semaine l'Institut national de la statistique (INS).

Il est à souligner que la valeur des importations turques en 2020 (2588,150 millions de dinars), représente, selon les données du ministère des finances, 60,4% de la dette extérieure remboursée, en principal et en intérêts, ce qui illustre l'usure et l'envahissement démesurés causés par les importations venant de ce pays portant sur tout et rien, à la fois, contre un chiffre insignifiant d'exportations tunisiennes.

Les importations turques qui peuvent de par leur nature et valeur considérées comme anarchiques ont détruit une grande partie du tissu industriel national et hypothéqué, en conséquence, la croissance et ont creusé le déficit commercial.

L'aggravation du déficit s'est illustrée clairement depuis 2013 avec la promulgation d'un nouvel accord de libre-échange entre la Tunisie et la Turquie et qui a porté sur la franchise totale des droits de douanes d'un contingent de produits alimentaires et d'une large gamme de milliers de produits de consommation et d'équipement.

Le déséquilibre des échanges entre la Turquie n'est pas une position commerciale propre à la Tunisie mais concerne d'autres pays en Afrique du nord et au moyen orient.

Toutefois, le Maroc a réussi à partir de 2019, la révision de son accord d'échange avec la Turquie évoquant une situation de dumping insoutenable et qui est contre les normes de l'OMC. Après le Maroc, l'Egypte et la Jordanie avaient annoncé, à leur tour, la révision de leurs accords de libre-échange avec la Turquie pour les mêmes raisons.